



Avril
2026

NOTE D'ANALYSE

Rendre effective la participation des institutions non bancaires aux systèmes de paiement instantané inclusifs en Afrique

Auteurs :

Jacqueline Jumah

Directrice du plaidoyer et du développement des capacités, AfricaNenda Foundation

Serge Mounghanou

Spécialiste des partenariats, du plaidoyer et du renforcement des capacités, AfricaNenda Foundation

Sarah Corley

Directrice générale (CEO), Alliance of Digital Finance and Fintech Associations

La présente note de synthèse a pour but d'analyser succinctement la participation des institutions non bancaires aux systèmes de paiement instantané inclusifs (SPII), en tant que levier essentiel de l'inclusion financière en Afrique. Elle s'appuie sur les observations d'experts des systèmes de paiement et de dirigeants d'associations de fintech du Ghana, du Nigeria, du Rwanda, d'Afrique du Sud et du Zimbabwe, et présente les implications concrètes pour les parties prenantes de l'écosystème.

Remerciements

AfricaNenda Foundation et Alliance of Digital Finance and Fintech Associations (AllianceDFA) expriment leur sincère reconnaissance aux associations nationales de fintech ainsi qu'aux représentants du secteur pour leur participation active à la table ronde tenue en septembre 2025, consacrée à la participation des acteurs non bancaires aux systèmes de paiement instantané inclusifs en Afrique.

Ils les remercient également pour l'autorisation de citer leurs contributions dans la présente Note d'analyse. Les échanges ont permis d'enrichir une compréhension à la fois pragmatique, nuancée et fondée sur les réalités de l'écosystème des conditions nécessaires au développement de systèmes de paiement instantané inclusifs sur le continent.

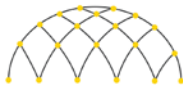
Ce document reflète un engagement commun en faveur d'un écosystème de paiement en Afrique plus inclusif, collaboratif et résolument tourné vers l'avenir.



ASSOCIATION OF
**DIGITAL
FINANCE
PRACTITIONERS**



Digital
Finance
Practitioners
Zimbabwe



**FINTECH
ASSOCIATION
RWANDA**



Fintech association
South Africa

Contexte et justification

Le paysage des systèmes de paiement instantané (SPI) en Afrique reste largement dominé par les SPI multisectoriels, 18 des 36 SPI nationaux et régionaux étant de ce type, comme l'indique le rapport « États des systèmes de paiement instantané inclusifs (SIIPS) 2025 ». Si cette catégorie de SPI autorise la participation d'institutions non bancaires, cette possibilité est principalement offerte aux émetteurs d'argent mobile. En juin 2025, 13 SPI avaient intégré des émetteurs d'argent mobile, contre seulement 7 pour les institutions de microfinance et 7 pour d'autres catégories d'institutions non bancaires.

Au cours de la dernière décennie, les fintechs et les fournisseurs de services de paiement mobile ont transformé la manière dont les Africains effectuent leurs transactions, en concevant des solutions agiles et centrées sur le client qui répondent aux besoins du quotidien, en particulier dans le segment des populations à faible revenu et du secteur informel. Grâce à ces innovations, des millions de personnes ont pu bénéficier de services financiers formels, tels que des portefeuilles numériques, des facilités de crédit et des produits d'épargne qui étaient auparavant hors de leur portée.

En dépit de la contribution avérée des institutions non bancaires à la promotion de l'inclusion financière, des contraintes structurelles continuent de limiter leur capacité à tirer pleinement parti de l'infrastructure des SPI et à optimiser les résultats en matière d'inclusion pour les utilisateurs finaux. Bien souvent, les institutions non bancaires doivent établir des partenariats avec des banques pour pouvoir participer aux SPI. Cette dépendance ralentit souvent l'innovation, augmente les coûts et limite la portée de l'inclusion. Lorsque ces acteurs sont exclus ou cantonnés à une participation indirecte, les SPI échouent à toucher les populations mêmes qu'ils étaient censés intégrer à l'écosystème financier formel.

Lors de la table ronde organisée en septembre 2025 par l'Alliance of Digital Finance and Fintech Associations (AllianceDFA) et AfricaNenda Foundation, des leaders du secteur venus du Ghana, du Nigeria, du Rwanda, d'Afrique du Sud et du Zimbabwe ont convenu que la participation des institutions non bancaires aux SPI est une condition essentielle pour atteindre l'inclusion financière universelle en Afrique. Un participant a résumé cette réalité en quelques mots : « **Lorsque vous empêchez les institutions non bancaires de participer aux SPI, c'est la femme qui vend dans la rue qui est exclue des paiements en temps réel.** »

Cette note de synthèse s'appuie sur les principaux enseignements de cette table ronde de 2025 pour tenter de comprendre comment un accès inclusif aux SPI peut stimuler l'inclusion financière, l'innovation et la concurrence, et instaurer un climat de confiance dans le paysage des paiements en Afrique.



50%

des systèmes de paiement instantané en Afrique sont interdomaines

(18 systèmes sur 36)

PARTICIPATION GAP

13 SPI

ont intégré des émetteurs de monnaie électronique

07 SPI

ont intégré des institutions de microfinance

Principaux enseignements de la table ronde

La table ronde AllianceDFA – AfricaNenda Foundation 2025 a réuni des dirigeants de plusieurs associations africaines de finance numérique : Digital Finance Practitioners Ghana, Association of Digital Finance Practitioners Nigeria, Rwanda Fintech Association, Fintech Association of South Africa et Digital Finance Practitioners Association of Zimbabwe. L'objectif était d'examiner comment les institutions non bancaires peuvent jouer un rôle plus important dans les SPI à travers le continent. Plusieurs enseignements majeurs se sont dégagés.



1. Les partenariats et la conformité facilitent la participation des institutions non bancaires

Les participants à la table ronde ont tous été d'avis que des collaborations fructueuses sont nécessaires pour permettre aux SPI d'intégrer pleinement les institutions non bancaires. La construction de systèmes de paiement sûrs et inclusifs en Afrique repose sur une responsabilité partagée entre les régulateurs, les banques et les institutions non bancaires. Cet objectif peut être atteint grâce à une communication transparente, au partage des données probantes sur les avantages et au renforcement de la compréhension mutuelle.

- **Les participants ont souligné que les partenariats et les alliances stratégiques constituent le maillon essentiel pour at-**

teindre les populations mal desservies.

Les banques et les institutions non bancaires apportent des atouts complémentaires. Les fintechs et les fournisseurs de services de paiement mobile excellent dans l'innovation produit, la technologie et la distribution du dernier kilomètre, tandis que les banques apportent leur maturité en matière de conformité et leur stabilité systémique. Les systèmes de paiement inclusifs dépendent donc de partenariats ciblés qui combinent ces capacités pour servir à grande échelle les utilisateurs à faibles revenus et du secteur informel.

- **Les fintechs et autres institutions non bancaires doivent renforcer leurs capacités en matière de conformité, améliorer la transparence et investir dans des systèmes de gestion des risques robustes.** L'arrivée des fintechs et autres institutions non bancaires sur les marchés des paiements a apporté rapidité, agilité et une ex-

périence utilisateur améliorée, poussant souvent les banques en place à innover, à simplifier leurs processus et à mieux servir les clients mal desservis. Cependant, les participants à la table ronde ont souligné que l'innovation doit tenir compte des attentes des régulateurs en matière de conformité, de gestion des risques et de protection des consommateurs. Pour asseoir leur crédibilité, les institutions non bancaires doivent développer une rigueur opérationnelle et adhérer à des normes telles que l'ISO 27001.

- **Lorsque les institutions non bancaires sont en mesure de démontrer un niveau de conformité proportionné aux exigences applicables aux autres participants aux SPI (notamment les banques), les régulateurs sont plus disposés à autoriser leur participation directe aux SPI nationaux.** En Afrique du Sud, les fintechs éligibles peuvent désormais participer directement aux systèmes de paiement nationaux au titre de l'Initiative de modernisation de l'écosystème de paiement de la Banque centrale sud-africaine (Payment Ecosystem Modernization Initiative), à condition de démontrer leur stabilité opérationnelle et une croissance soutenue. Les participants à la table ronde ont tous été d'avis que le leadership technologique seul ne suffit pas ; il doit impérativement s'accompagner d'un renforcement continu des dispositifs de conformité et de résilience financière pour inspirer la confiance des autorités de régulation.

2. La participation des institutions non bancaires est une condition préalable pour que les SPI puissent jouer pleinement leur rôle d'infrastructures publiques numériques

Tant que les SPI n'intègrent pas les institutions non bancaires, elles ne peuvent pas jouer pleinement leur rôle d'infrastructures publiques numériques dans nos économies africaines.

- **La participation indirecte des institutions non bancaires aux SPI augmente le coût pour les populations mal desservies.** L'obligation pour les institutions non bancaires de passer par une banque parraine pour accéder aux SPI augmente inévitablement le coût de leur participation, car les frais d'intermédiation rendent leurs produits moins attractifs et érodent des marges déjà minces. Cette dépendance freine également l'innovation, ralentissant ainsi le développement de solutions financières abordables adaptées aux utilisateurs à faibles revenus. L'urgence pour l'écosystème est de se doter de rails de paiement ouverts et inclusifs — une infrastructure publique numérique authentique où tous les fournisseurs de services de paiement agréés sont assujettis aux mêmes conditions de participation. Ce n'est qu'à cette condition que l'innovation et l'inclusion financière pourront atteindre durablement la base de la pyramide.





- **Les régulateurs pourraient évoluer, passant de leur traditionnel rôle de gardiens à celui de catalyseurs actifs des écosystèmes de paiement instantané.** Une telle transition nécessite la mise en place d'un cadre réglementaire proportionné et fondé sur les risques, propre à favoriser l'innovation sans compromettre la stabilité, ainsi que l'adoption d'une posture plus proactive de promotion de l'infrastructure financière publique numérique, socle de l'inclusion et de l'interopérabilité.
- **Le coût de l'exclusion financière reste élevé pour les utilisateurs finaux.** Sur les marchés où l'accès des institutions non bancaires est restreint, l'innovation stagne et ce sont les moins nantis qui supportent le coût des inefficacités. Les retards dans les transactions, l'augmentation des frais et l'accès limité aux micro-produits — tels que la micro-assurance et le crédit numérique — aggravent les inégalités. Comme l'a fait remarquer un participant, *« pour les utilisateurs à faibles revenus, le coût de l'exclusion est souvent plus élevé que n'importe quels frais de transaction. »*

3. La collaboration et la coordination politiques sont tout aussi importantes que l'interopérabilité technique

Pour accélérer la participation directe des institutions non bancaires aux SPI en Afrique, la transparence, la coordination et l'engagement politique aux niveaux régional et continental sont indispensables.

- **Les collaborations aux niveaux national, régional et continental ne porteront de fruit que lorsque chaque partie prenante sera prise en compte.** Pour que les SPI soient inclusifs, il faut que les banques, les fintechs, les opérateurs de téléphonie mobile et les régulateurs se réunissent autour d'une même table afin d'élaborer les politiques, les règlements et les cadres opérationnels. Une gouvernance inclusive favorise la transparence et inspire la confiance, en particulier lorsque les acteurs de l'écosystème partagent librement des informations telles que les rapports d'incident, les lacunes des systèmes, les délais

d'intégration et les retours des clients. Une telle ouverture permet aux régulateurs et aux responsables de l'élaboration des politiques de déterminer les domaines nécessitant des améliorations ainsi que les acteurs du secteur (banques, fintechs, initiatives conjointes) qui devrait les mener à bien. Lorsque la collaboration s'appuie sur les politiques plutôt que sur une simple intégration technique, elle devient un écosystème soutenu par les politiques et propice aux progrès durables et coordonnés.

- **Les participants ont souligné qu'une volonté politique forte et des actions coordonnées sont essentielles pour accélérer la collaboration au sein de l'écosystème des paiements.** Les gouvernements, les banques centrales et

les associations professionnelles pourraient travailler main dans la main — aux niveaux national, régional et continental — pour créer un environnement propice aux paiements instantanés inclusifs. À cet effet, il faut, entre autres, favoriser un dialogue structuré entre les régulateurs et les ministères, et développer des initiatives telles que le passeportage des licences, qui permettrait aux fintechs d'opérer de manière transparente au-delà des frontières. La coopération régionale entre les associations de fintech, par exemple, de même que les partenariats tissés entre elles par l'intermédiaire d'organisations telles que l'AllianceDFA, pourrait accélérer davantage l'intégration et renforcer la collaboration transfrontalière.



Implications et voie à suivre pour les régulateurs

Le consensus de la table ronde était clair : loin d'être une réforme facultative, la participation directe des institutions non bancaires aux SPI est une nécessité impérieuse. Les banques centrales, les institutions non bancaires et les opérateurs de SPI ont chacun un rôle distinct à jouer.

Pour les régulateurs, la priorité serait d'adopter des cadres proportionnés aux risques afin de permettre un accès sécurisé et progressif aux institutions non bancaires, tout en préservant l'intégrité financière. Les régimes d'agrément pourraient passer d'une supervision axée sur les institutions à une supervision axée sur l'activité, garantissant ainsi une flexibilité à mesure que les modèles de marché convergent.

Les régulateurs pourraient également intégrer l'inclusion dès la conception, en faisant de la participation des institutions non bancaires un objectif déclaré de la surveillance des systèmes de paiement. Chaque régulateur pourrait établir une feuille de route pour l'inclusion des institutions non bancaires, alignée sur les objectifs d'inclusion financière et les programmes nationaux de numérisation. Pour que les SPI africains jouent pleinement leur rôle de véritable infrastructure publique numérique, il est important d'intégrer l'inclusion dès leur conception. Les institutions de microfinance, les fournisseurs de services de paiement mobile et autres fintechs apportent innovation et portée ; les banques garantissent la stabilité et la mise à l'échelle ; les régulateurs assurent l'intégrité. La réussite du continent dépendra de sa capacité à conjuguer efficacement ces atouts.

Les régulateurs pourraient institutionnaliser la collaboration par le biais d'organes

de gouvernance regroupant banques et institutions non bancaires. La mise en place d'écosystèmes de paiement instantané inclusifs, interopérables et efficaces nécessite une action coordonnée de tous les acteurs : les banques centrales doivent élaborer des cadres réglementaires propices, les institutions non bancaires doivent créer un climat de confiance et les SPI doivent fournir l'infrastructure. Au terme des échanges, un constat unanime a émergé : « La participation directe des institutions non bancaires aux SPI est un travail d'équipe. »

La révolution des paiements instantanés en Afrique ne se mesurera pas uniquement à l'aune de la vitesse ou du volume des transactions. Son véritable héritage dépendra de sa capacité à intégrer chaque Africain dans l'économie numérique, en temps réel.

La participation directe des acteurs non bancaires aux systèmes de paiement instantané (IPS) est indispensable — ce n'est pas une réforme optionnelle.







À propos d’AfricaNenda Foundation

AfricaNenda Foundation est une organisation à but non lucratif basée en Afrique et dirigée par des Africains, qui travaille avec les banques centrales et les acteurs de l’écosystème des paiements pour accélérer la conception, le développement, le lancement et l’amélioration de systèmes de paiement instantané inclusifs.

Notre équipe de 24 experts répartis dans 13 pays fournit une expertise technique, renforce les capacités, partage les connaissances et plaide en faveur de l’inclusion tout au long du cycle de vie des projets de systèmes de paiement instantané.

À travers ce travail, nous visons à permettre à **260 millions d’Africains actuellement exclus du système financier d’accéder, d’ici 2030, à des paiements numériques fluides et abordables.**

-  @Africanenda
-  @Africanenda
-  Africanenda Foundation
-  www.africanenda.org